

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Au-G20-Cristina-Kirchner-souligne-la-necessite-de-changer-de-recettes>

Au G20, Cristina Kirchner souligne la nécessité de changer de recettes

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La présidente argentine, Cristina Kirchner a déclaré au G20, à Los Cabos, au Mexique, devant ses homologues, être en faveur de « politiques actives qui favorisent une croissance durable », « d'où la nécessité de restructurer, selon elle, les paiements des dettes face aux différents organismes pour que les pays puissent tenir leurs engagements ».

Rappelant notamment que depuis le début de la crise de 2008, dans le monde, plus de 50 millions de postes de travail ont disparu, la présidente argentine développé des thèmes qui lui sont chers : Création d'emploi, favoriser la croissance avant l'ajustement, nécessité d'accompagner des politiques de relance... réformer les organismes multilatéraux de crédits, mesures anticycliques.

Son inquiétude a également ciblé les paradis fiscaux : « en 2008 les paradis fiscaux étaient à l'ordre du jour, mais ils continuent à fonctionner et la sortie d'argent à progresser » ; « il est temps que le G20 tienne ses engagements d'en finir avec les paradis fiscaux ».

Sur ce dernier point, il est peu sûr qu'elle soit plus qu'écoutée. La délégation argentine, faisait savoir avant le début du sommet qu'on aimerait retrouver « *l'esprit de Pittsburgh* », lieu sommet de 2009, où de fortes critiques sur le secteur financier et sa responsabilité dans la crise avait été formulées, de même que sur le fonctionnement de certaines institutions comme le FMI. Mais il est peu probable qu'il y ait des avancées dans ce domaine cette fois. Le sommet étant quelque peu concentré autour de la crise qui secoue l'Europe.

Cristina Kirchner a, à cet égard, souligné dans son intervention, « *la nécessité que l'Europe puisse compter sur une banque centrale unifiée, prêteur de dernière instance, car aujourd'hui d'après ce qu'on peut voir, en Europe, il y a un centre et une périphérie* », un centre où les taux d'intérêt sont bas, et une périphérie comme l'Espagne ou la Grèce où les taux d'intérêt sont très élevés, pointant « *le cercle vicieux* » de la circulation des capitaux en Europe, fuyant la périphérie pour le centre, et revenant à la première sous forme de dette.

C'est pourquoi, elle a demandé la restructuration des passifs des pays endettés dans un consensus international afin de ne pas les laisser à la dérive. Le rôle des agences de notation de risques est aussi sensible pour la présidente argentine, plusieurs pays émergents réclamant que les institutions financières internationales ne s'alignent pas sur les notes émises par les agences internationales au moment d'établir les lignes de crédit.

D'autant que le Fonds monétaire international (FMI) a obtenu encore plus d'argent avec 456 milliards, une quarantaine de pays au total, mettant la main au portefeuille pour renforcer ses moyens. Toutefois non sans réserve. Dans certains pays, il va falloir passer par le processus parlementaire. D'autres, comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ont posé des conditions : que le FMI soit à court d'argent, et qu'il ait mis en oeuvre une réforme de 2010 accroissant les droits de vote de ces pays émergents.

Car plusieurs pays n'ont pas été convaincus, par le discours des Européens. Les dirigeants des pays émergents du groupe des BRICS ont « regretté l'absence de mesures concrètes » qui calment la crise de la dette en zone euro. Et les propos vexés de José Durao Barroso, « *Franchement, nous ne venons pas recevoir des leçons de démocratie ou sur comment diriger l'économie* » n'y changeront rien. Les pays en forte croissance restent dubitatifs sur le sort de la crise européenne, et les moyens d'en sortir, alors que les politiques de rigueur défendues par l'Allemagne restent en première ligne, et que le fameux pacte de croissance demeure encore flou. Cristina Kirchner devrait rencontrer François Hollande dans une entrevue bilatérale, et c'est peut être ce qu'ils aborderont à la fin du sommet.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correo](#). Paris, le 19 juin 2012

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).